

## Armand

---

**De :** InfoLibertad@yahoogroupes.fr [mailto:InfoLibertad@yahoogroupes.fr] **De la part de** Armand

**Envoyé :** dimanche 3 janvier 2010 12:20

**À :** InfoLibertad@yahoogroupes.fr; IngridBel

**Objet :** [InfoLibertad] 2010 - le message d'Ingrid aux séquestrés

Je voudrais envoyer mes vœux pour que cette année qui commence soit la meilleure possible. D'abord à tous les membres et sympathisants des comités qui se mobilisent depuis des années pour les séquestrés de Colombie; et aussi à tous les proches des otages colombiens, pour qui les fêtes de fin d'année ont eu, comme chaque année, un goût amer. Cette année, je me sens particulièrement proche de celles et ceux parmi vous qui ne sont pas en bonne santé, ou dont un proche n'est pas très bien en ce moment. MERCI de continuer à vous mobiliser malgré tout.

Vous avez tous lu dans la revue de presse du 1er janvier le message d'Ingrid aux séquestrés des Farc, et plusieurs d'entre vous m'ont envoyé leurs réflexions ou leur questionnement. Le message posté par Juan dans [la rubrique "questions et commentaires"](#) du site résume assez bien les questions que beaucoup se posent.

Nos comités, tout comme la plupart des familles d'otages y compris la famille d'Ingrid quand elle était encore séquestrée, se sont toujours clairement prononcés contre les opérations militaires qui mettraient en danger la vie des otages, et pour une solution pacifique et négociée au conflit colombien, dont un accord humanitaire permettant la libération de tous les otages serait le premier pas.

Les déclarations d'Ingrid - en tout cas ce que la presse colombienne en a publié - vont inévitablement amener certains d'entre nous à répondre à des questions qui leur seront posées par nos sympathisants, par des media, ou par des élus que nous avons sensibilisés à la cause des otages colombiens.

Je vous livre ci-dessous mes réflexions à ce sujet, qui sont évidemment strictement personnelles - chacun se fera, j'imagine, sa propre opinion.

Ma première réaction est de me dire que peu de personnes ont autant de légitimité qu'Ingrid pour parler du problème. Même si on peut considérer que c'est plus difficile pour quelqu'un qui a été touché dans sa chair par ce drame de rester parfaitement objectif, nous savons tous qu'elle n'a pas fait ces déclarations à la légère et qu'elle perçoit bien mieux qui n'importe qui d'entre nous tous les aspects, parfois complexes, de la situation.

Mais les autres séquestrés - ceux qui sont maintenant libérés, ou ceux qui, comme Pablo Emilio, ne le sont pas encore, sont tout aussi légitimes pour en parler, et beaucoup parmi eux se prononcent résolument contre les opérations militaires, ce qui est le cas également de la majorité de leurs familles.

Il y a quelques principes qui me semblent importants à rappeler, et je me suis inspiré à ce sujet de déclarations faites dans le passé par Ingrid, dans les [vidéos "preuves de vie"](#) qui nous avaient été transmises en 2002 et 2003 :

1. concernant l'accord humanitaire : tout état a le droit d'utiliser tous les moyens dont il dispose pour mettre fin à un conflit armé - y compris la force des armes - mais cette dernière solution ne peut être appliquée que si une solution non-violente est impossible. Ingrid le rappelait d'ailleurs dans [sa première vidéo du 23 juillet 2002](#) : "...personne n'a le droit ni l'autorité en Colombie de cadencasser le chemin de la paix et d'en jeter la clef à la mer...". Il me paraît évident ici qu'une solution négociée n'est pas en ce moment une option réellement considérée par le gouvernement Uribe - même si je crois personnellement qu'aucune des deux parties ne désire réellement une telle solution - qui me paraît néanmoins toujours possible.

2. C'est non seulement le droit, mais le devoir de l'armée d'un pays de défendre ses citoyens, et donc de mener éventuellement des opérations militaires de sauvetage. Ingrid avait clairement expliqué cela dans sa deuxième [vidéo du 30 août 2003](#) : "*Je veux demander à ma famille qu'elle soutienne les Forces Militaires, et que celles-ci s'engagent à organiser des opérations de sauvetage qui puissent conduire à notre libération*".

Mais cela n'était qu'une partie du message. Ingrid continuait en expliquant que ces opérations ne peuvent être menées qu'avec une préparation qui garantit leur réussite "*Une opération de sauvetage doit être une*

*réussite sinon elle n'a pas lieu d'être". De plus, la décision de mener de telles actions ne peut être prise que par le président lui-même, pas par des militaires. "c'est une décision politique qui transcende de loin une opération militaire". C'est donc le président, personnellement, qui devra porter la responsabilité d'un succès ou d'un échec de telles opérations. Enfin, de telles opérations ne peuvent être lancées que si elles ont des chances sérieuses de libérer les otages VIVANTS : "La Colombie ne peut se contenter de pratiquer la politique du moindre effort qui veut qu'un sauvetage soit simplement une opportunité politique qui met en jeu la vie de beaucoup de citoyens, et de laquelle l'Etat sort toujours victorieux ; victorieux si les otages sont libérés vivants, comme des trophées, victorieux aussi si on récupère les cadavres en accusant l'ennemi.*

Je crois que la position d'Ingrid sur ces différents points n'a pas changé, même si presse n'a mis en évidence que la déclaration très "médiatique" de soutien aux opérations militaires, directement récupérée d'ailleurs par le président Uribe. J'espère vraiment qu'elle décidera de clarifier cela dans les jours et les semaines qui viennent. Mais c'est évidemment elle et elle seule qui peut décider cela, et personne ne peut parler en son nom.

En ce qui me concerne, je continue à m'associer clairement aux familles d'otage, en particulier à celle de Pablo Emilio, qui s'opposent à toute opération militaire qui mettrait en danger la vie des otages, alors qu'une solution non-violente est manifestement possible. Et je crois que nous devons continuer à tout mettre en oeuvre pour faire pression sur toutes les parties impliquées - en Colombie et ailleurs - pour mettre fin à un conflit qui ensanglante la Colombie depuis si longtemps.

Quel que soit le nom qu'on leur donne, des accords entre le gouvernement et la guérilla pour permettre une libération des otages doivent être la solution recherchée en priorité. De tels accords ont eu lieu à plusieurs reprises dans le passé, avec l'appui de la communauté internationale, et ils ont pu sauver de nombreuses vies. Dans d'autres pays comme en Israël, qui ne peut être taxé de bienveillance à l'égard des preneurs d'otages, ce genre d'accord a eu lieu à plusieurs reprises et sont encore considérés en ce moment.

Mais de tels accords n'auraient aucun sens s'ils ne s'intégraient pas dans une négociation plus vaste pour mettre fin au conflit - cela n'aurait évidemment aucun sens de faire des échanges de prisonniers si on continuait le lendemain à se battre et à en faire d'autres.

2009 aura été l'année de la libération unilatérale de plusieurs otages des farc - en particulier des derniers civils détenus par la guérilla. Mais elle aura également été l'année de la libération manquée de Pablo Emilio Moncayo et de Jose Calvo, promise par les farc en avril et sans cesse retardée pour des raisons que chacun appréciera peut-être différemment, mais dont il est clair qu'elles démontrent clairement que les considérations humanitaires ne pèsent pas bien lourd pour aucune des deux parties, et que les otages ne sont, pour la guérilla comme pour le président Uribe, que des pions dans une partie d'échec dont les enjeux sont purement politiques ou, pire, "simplement" de prestige personnel.

Espérons que 2010 sera meilleure.

Bon courage à vous tous dans vos actions futures en ce sens

Armand

Armand Burguet - [armand@educweb.org](mailto:armand@educweb.org) - +32 474 50 80 04